



Compte rendu de la 76^e séance

La droitisation française : mythe et réalités

16 octobre 2025

Questions/réponses qui ont suivi la présentation de Vincent Tiberj

Question 1

Bonjour, je suis post-doctorant au CNRS. J'ai deux interrogations. Une chose m'avait frappé, c'est qu'il y a un parti qui est systématiquement le moins détesté, celui des écologistes. Et pourtant, personne ne vote pour eux. Pourriez-vous développer cet aspect ? L'autre chose, vous parlez de la mobilisation autour du conflit culturel et comment elle bénéficie au Rassemblement national. Mais depuis le début, vous montrez qu'en fait, il y a plus de personnes tolérantes que non tolérantes. Comment se fait-il que cette politisation du conflit culturel n'aboutisse pas à un vote plus progressiste ? Je comprends qu'il y a l'abstention, mais je me demande aussi si vous pouvez développer du côté des élites. En particulier, on parle aujourd'hui d'ancienne

gauche et de nouvelle gauche, la nouvelle étant plutôt portée sur l'axe culturel de la politique. Comment se fait-il que la nouvelle gauche n'ait pas bénéficié de cette mobilisation de l'axe culturel ?

Question 2, doctorant au CEE

J'ai une question peut-être un petit peu méthodologique, sur le choix des cohortes. À certains moments, vous faites le choix d'exclure les cohortes les plus anciennes, mais vous les gardez à d'autres moments, qu'est-ce qui motive ce choix ? Et à quel moment, la taille des cohortes joue-t-elle un rôle ? Parce qu'on imagine que les cohortes les plus anciennes s'étiolent notablement. Et puis il y a aussi leur composition, puisque la représentativité sociologique doit être complètement biaisée dans les cohortes les plus anciennes.

Question 3, postdoctorant au Médialab Sciences Po

Je me demandais ce que vous savez du rôle du côté anti-système du Rassemblement national dans ces transformations. Vous dites que, par exemple, leurs considérations sur la redistribution seraient partagées par une partie de la gauche, par exemple, la France insoumise, et le RN. Alors que le clivage culturel, ce serait plus gauche et centre versus extrême droite, par exemple. Et sur le côté anti-système, il me semble qu'il y a quelque chose d'un peu similaire, on aurait, les deux parties anti-système, le RN et la France insoumise face au reste des parties. Et est-ce que ça, à votre avis, ça joue aussi dans ces dynamiques, qui ainsi transcendent un petit peu le clivage gauche-droite ?

Réponse de Vincent Tiberj

Merci pour les questions. Je vais commencer par la dernière. C'est un facteur que je laisse de côté parce qu'on ne peut pas tout mettre. C'est déjà suffisamment compliqué. Mais ce qu'on sait, effectivement, c'est que les attitudes anti-système sont de vrais points de convergence, quand on modélise les votes, entre les votes pour l'extrême gauche et ceux pour l'extrême droite. Cela se voyait déjà dans les électorsats Laguiller et Besancenot en 2002, ça se voit dans l'électorat Mélenchon et dans l'électorat Le

Pen. Si vous prenez comme variable explicative le fonctionnement de la démocratie, chez ceux qui considèrent que la démocratie fonctionne mal, les chances de voter pour ces deux groupes sont effectivement très élevées. A ceci près, que leurs positionnements en valeur sont très différents et notamment, sur l'axe culturel, diamétralement opposés.

Surtout, le problème, c'est une manière de répondre, c'est que le RN a eu l'avantage d'être dans une logique de *blurring*, de brouillage de la question socio-économique. Cela a été très bien montré par Gilles Ivaldi dans son analyse des programmes du FN/RN. Tantôt le RN parle des enjeux socio-économiques à la manière de la gauche et tantôt il utilise des tropes et des manières de parler qui renvoient à la droite conservatrice.

Regardez la position de Marine Le Pen sur la taxe Zucman. Il se passe effectivement des choses très intéressantes de ce point de vue et c'est l'objet du chapitre du livre que je n'ai pas couvert dans la présentation, que j'appelle « Blurred Line » (ligne floue) qui traite de cette question, celle des catégories populaires face au vote et face aux partis. Là, il se joue quelque chose, l'oubli du récit des inégalités, la baisse de la conscience de classe, la fragmentation des catégories populaires et la montée en puissance de la « conscience triangulaire » décrite par Olivier Schwartz et repris et complété depuis par Félicien Faury. Effectivement, là il se joue quelque chose, derrière le poids du socio-économique, on pourrait rajouter une troisième dimension. Mais vous avez déjà vu la complexité des graphes.

Cette troisième dimension serait celle du rapport au *workfare*. Une question toute bête le mesure, le degré d'accord avec l'idée que « les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment ». Vous êtes favorable à la redistribution, vous voulez plus d'Etat, vous n'êtes pas contre l'augmentation du RSA, du RMI, en revanche vous estimez que les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment. Là, effectivement, on a une espèce de mélange qui renvoie au « travailler plus pour gagner plus » (de Sarkozy), qui renvoie à certaines des positions de la droite classique contre « la France des allocs », contre « la France des fainéants ».

Sur la question des équilibres au sein des cohortes, vous avez tout à fait raison. Alors pourquoi les sortir du graphique, notamment les plus âgés, les personnes nées avant

1940 ? Il en restait encore quelques-unes dans les enquêtes, mais pour cette analyse qui utilise des quintiles sur deux dimensions, on commence à avoir des problèmes d'effectifs assez compliqués. Donc, je peux les analyser mais il n'y en a pas suffisamment pour construire un modèle uniquement sur elles. C'est faisable en revanche dans les enquêtes de participation électorale de l'INSEE, dont les échantillons comptent plusieurs dizaines de milliers de personnes.

Sur la question des écologistes, j'échange régulièrement avec Simon Persico, qui travaille sur ces enjeux. Je suis bien conscient qu'il faut réfléchir à la montée en puissance d'un clivage autour des questions d'écologie et de réchauffement climatique, d'autant plus qu'on note une forme de politisation négative de ces enjeux. Effectivement, il y a de quoi créer un clivage, de quoi créer de la distinction. J'ai pris ça au sérieux, dans le livre pour les élections de 2017 et 2022. J'ai pris en compte quatre dimensions, dont la dimension écologique. Mais mon modèle a deux variables culturelles et socio-économiques qui expliquent à elles seules 19% de la variance. Avec un modèle à quatre dimensions qui ajouterait les dimensions globalisation et environnement, on passe à 21%, un gain limité. Donc, dans une logique de parcimonie et parce cela ne change rien, on peut pour l'instant, voilà, en rester à ces questions socioéconomiques et culturelles.

Au Royaume-Uni, les écologistes ont plutôt bonne presse, ils traitent la question migratoire correctement mais cette bonne presse ne se traduit pas dans les votes. Cela tient à plein de choses, à des positionnements, des effets de compétition. En France sur l'enjeu écologique, vous avez Marine Tondelier, vous avez aussi Jean-Luc Mélenchon qui, également, en parle. Nouvelle gauche, ancienne gauche. Alors, une partie de l'histoire, effectivement, aurait pu s'interpréter comme ça. C'était un peu le chemin que la France prenait jusqu'en 2012. On voyait, effectivement, la montée en puissance, notamment au PS, des questions culturelles, aux dépens des questions socio-économiques. Il y a une très belle thèse de Pierre-Nicolas Baudot qui parle de cette montée en puissance, dénoncée régulièrement, d'ailleurs comme l'illustrent les attaques contre la note de Terra Nova, qui partait du principe qu'il fallait changer de majorité. Effectivement, le PS n'était pas seulement passé du côté du culturel, mais aussi du côté socio-économique conservateur. Cela explique notamment la très forte dégringolade de son positionnement à gauche. On aurait pu avoir une nouvelle

gauche, une gauche capable à la fois de faire du culturel, du socio-économique et de l'environnemental.

Question 3

Il me semble que dans les enquêtes « sorties des urnes » parues en 2024 on avait un léger sursaut de participation chez les 18-24 ans, cette dernière y était un petit peu plus élevé que parmi les 25-34 ans. Dans quelle mesure peut-on être optimiste ? Dans quelle mesure peut-on l'interpréter cela comme un renversement de la « démission générationnelle » que vous avez présentée ?

Question 4

Je n'oserais critiquer ce livre qui a le grand mérite de réconcilier les traditions « haegélienne » (Florence Haegel) et « mayérienne » (Nonna Mayer). Je vois quand même concernant le nœud du problème que tu poses, c'est-à-dire le fait qu'il n'y a pas de droitisation des valeurs mais droitisation malgré tout du vote, les trois types d'explications que tu mets en avant, une forme de pondération, parce qu'il y a aussi des explications politiques. La première est la proportion des abstentionnistes et le fait qu'en gros, ce sont les « bons » abstentionnistes qui ne votent pas. C'est la théorie du quatrième bloc, c'est ce que mes enquêtés me ressortent, en tout cas ceux de gauche, pour postuler que tout peut aller bien, finalement, si on les remet aux urnes. Il y a ensuite la théorie des minoritaires qui se rebellent. Des personnes qui, effectivement, sont minoritaires aujourd'hui sur les questions de tolérance et qui se radicalisent. Quelque chose qu'ont bien montré certaines personnes ici en matière de genre et de sexisme. Il y a la théorie de l'activation de certaines dispositions, qui n'entrent pas tout à fait dans les enjeux culturels ou économiques, notamment le ressentiment envers les petits racisés « qui nous piquent tout », etc. Et c'est là le plus compliqué, parce qu'évidemment, cela correspond à des récits politiques très ancrés et à une longue bataille culturelle. Donc, il me semble que tu illustres les trois, et je suis d'accord avec les trois, mais est-ce qu'il y aurait un moyen, d'une certaine manière, de savoir qui pèse quoi ? La possibilité d'une forme de pondération ?

Question 5

Les questions précédentes vont aussi un peu dans le sens de celles que je vous posais, celle de Félicien Faury aussi, qui, je crois, disait que cela avait justement embrouillé cette dimension culturelle, économique. Et dans le même sens, il y a au CEE aussi une thèse de Paulus Wagner sur le chauvinisme du *welfare*¹. Cela fonctionne bien avec les données que vous avez présentées, une politisation du conservatisme avec une aspiration à la redistribution qui reste forte. Mais doit-on renoncer à mesurer cela de manière quantitative et laisser au travail qualitatif le soin de le faire ?

J'imagine que non. La dimension longitudinale ne doit-elle pas être prise en compte, ce qui est peut-être plus compliquée avec les évolutions récentes.

Sur la dimension « thermostatique », à quoi peut-on s'attendre avec cet enjeu quand la dimension socio-économique refait surface dans le débat public, comme aujourd'hui avec la taxe Zucman ? Est-ce qu'on doit s'attendre à ce que cela crée des tensions ? Ou au contraire, le côté chauvinisme va-t-il l'emporter ?

Réponse de Vincent Tiberj

Je n'ai pas de boule de cristal, Je ne peux pas vous dire ce que cela va produire mais les discours économiques dominants sont généralement des discours du type « on paie trop d'impôts, les services publics ne sont pas efficaces », etc. Or ce n'est pas ce qu'on constate dans les données d'opinion. On observe même des formes de résistance assez impressionnantes, qui vont même à l'encontre du discours de Bayrou. De même, on a parlé et reparlé de la dette et on ne sait pas vraiment ce que cela a produit en termes d'évolution de l'opinion. La même chose, se reproduit sur les questions écologistes. On parle beaucoup d'un *backlash* écologique, mais une récente enquête IFOP-Fondation Jean Jaurès² montre que les gens sont majoritairement favorables aux éoliennes. Sur le nucléaire, ils ont des doutes. Donc effectivement, il y

¹ « Le populisme en tant que problème d'intégration sociale : comment les tensions au travail et avec l'État-providence nourrissent le *welfare chauvinism* de la classe ouvrière », thèse de doctorat dirigée par Florence Haegel et Jan Rovny, IEP de Paris, 2023.

² <https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/debout-la-terre/debout-la-terre-du-vendredi-10-octobre-2025-7767545>

a ce qu'on entend, ce qu'on perçoit dans la sphère médiatique qui ne se retrouve pas toujours dans les données d'opinion.

Nous avons, avec Nonna, la même crainte au moment des attentats de 2015, ceux de Charlie Hebdo et ceux du Bataclan. On s'attendait à un durcissement de l'opinion. Pourtant, nos données, notamment celles du Baromètre Racisme de la CNCDH sur lesquelles on travaillait, mais aussi celles du Cevipof et celles du Crédoc, ont montré l'inverse, un recul de l'intolérance. Il est quand même sacrément intéressant de constater qu'il y a ces espèces de forces qui échappent à une lecture classique, à une lecture à petite échelle. Tout simplement, il faut faire attention aux baromètres, à ce qu'ils mesurent. En fait, l'histoire est plus intéressante qu'on ne le pense, notamment en termes de résistance. Autrement dit, il y a des opinions qui résistent et qui sont peut-être beaucoup plus cohérentes qu'on ne pouvait le croire.

Sur le culturel, sur l'économique, ce seront de vrais enjeux. Il est intéressant par exemple de voir dans les enquêtes d'opinion que la taxe Zucman est portée par un nombre impressionnant de demandes. Ce n'est pas nouveau. La première enquête qui mettait en avant la question du « grand remplacement » a été faite par Harris Interactive en 2021. Dans cette enquête, il y avait une question sur l'augmentation du SMIC. Le niveau de soutien à l'augmentation du SMIC était très fort. Le problème est plus une question d'élite politique, là moi, j'atteins mes limites, je ne suis pas un spécialiste des partis. Il y en a suffisamment dans la salle. Je ne suis pas non plus un spécialiste de la sélection stratégique des différents enjeux politiques et de leurs cadrages.

Une partie de l'histoire que raconte mon livre, c'est qu'il faut regarder du côté des citoyens. Cette impression de droitisation, elle est portée par un certain nombre d'acteurs politiques. Mon job est de dire non, c'est plus compliqué que cela. Par exemple, cette phrase « les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment », on l'interroge depuis 2005. Dès le départ, je la considérais plus comme une question culturelle que comme une question socio-économique. Notamment parce que les catégories qui ont le plus de chances de considérer que les chômeurs pourraient trouver du travail sont celles qui ont le plus de chances d'être au chômage. Alors que les cadres, les fonctionnaires ne sont pas sur cette idée, voire défendent

l'idée inverse. Cependant, c'est la dimension *workfarist* qui domine et structure un récit, qu'on retrouve dans les catégories populaires. Cette impression de pouvoir devenir son propre entrepreneur, de pouvoir réussir, c'est quelque chose que Camille Peugny met en avant dans son livre à paraître aux PUF en janvier 2026 (*Le triomphe des égoïsmes, une nouvelle contrainte sociale*). Il dit qu'il a été frappé par le fait qu'il existe désormais ce discours de « je peux réussir tout.e seul.e ». Ce discours d'entrepreneur existe chez des assistantes maternelles, des auxiliaires de vie, dont on sait qu'en termes systémiques, qu'elles ne vont pas réussir toutes seules.

La question sur 2024, le sursaut de participation en 2024, jusqu'à un certain point. Les rares enquêtes disponibles montrent quand même qu'un ouvrier sur deux et qu'un jeune de moins de 35 ans sur deux ne se sont pas déplacés. Vous pouvez voir le verre à moitié vide ou à moitié plein. Il y a eu effectivement une progression de la participation par rapport aux européennes. Il faut toutefois se souvenir des conditions de ces élections. Cinq semaines de campagne. A l'époque, il y avait des élections au Royaume-Uni et les travaillistes se plaignaient que le Premier Ministre ait choisi de mener une campagne trop courte, neuf semaines. Neuf contre cinq en France ! Malgré tout, non seulement il y a eu une remobilisation au premier tour, mais il y a eu vraisemblablement, même si c'est plus dur à saisir, une mobilisation au second tour, une deuxième lame de mobilisation. Parce que de fait, les modèles que proposaient les instituts, notamment en cas de deuxième tour où le bloc favori d'une personne est éliminé (exemple : vous êtes macroniste, vous êtes de droite et vous allez devoir choisir entre les « gauchos » et les « fachos ») suggéraient que la personne n'irait pas voter. Pourtant, on se retrouve avec le même niveau de participation aux deux tours (66,6% au premier et 66,7% au second). Cette fois, la question était pour ou contre Bardella à Matignon. Donc ce sursaut démocratique est possible et il tient vraisemblablement à la mobilisation des associations, des syndicats et des citoyens.

Question 6, étudiant en master Bordeaux/Université de Coimbra.

Vous en avez déjà parlé, mais je pense qu'il faut aller plus loin. A travers votre sondage, vous montrez qu'il y a de plus en plus de tolérance en France. Mais le travail de terrain, je pense aux travaux de Bruno Coquard, montre que le sentiment d'être

oublié est de plus en plus fort. Il existe un dialogue un peu flou entre ces deux phénomènes. Pour vous, comment cela se traduit-il dans les jeux politiques ?

Question 7, chercheuse du CEE

J'avais une question de méthode. Un élément intéressant de ton livre, c'est de montrer la différence entre ce qu'on voit quand on s'intéresse aux élections et ce qu'on voit quand on s'intéresse aux citoyens. Et on l'a répété ici, on ne saisit pas la même chose. Donc c'est un argument assez fort pour expliquer que tu ne vois pas de droitisation. Mais en même temps, les citoyens, tu les perçois et tu les saisis par des sondages. Ces citoyens sont donc construits par le sondage. Je trouve que tu ne réfléchis peut-être pas assez au fait que ces derniers ne reflètent pas nécessairement mieux les opinions que les élections. Tu l'as dit au début, ils ont des biais, par exemple en termes de génération, il y a bien sûr les inégalités en matière de digitalité, etc. Donc on aimerait avoir le symétrique pour ces sondages de ce que tu montres pour les élections. En effet, il y a une sélection et il y a des biais aux élections mais il y a aussi d'autres sélections, d'autres biais s'agissant des sondages. Tu le dis, mais tu ne l'intègres pas totalement.

Question 8, chercheuse du Cevipof

Qu'en est-il de cette dynamique bizarre entre les médias, même les médias de gauche, et les sondages ? Ma seconde question porte sur le *mood* de Stimson. Son indicateur mesure les préférences en matière de politiques publiques, pas des préférences électorales. Pour expliquer le vote, c'est différent, il y a beaucoup d'autres mécanismes derrière, notamment la priorité des électeurs au moment de l'élection. Cela n'est pas vraiment capturé dans la mesure du *mood* de Stimson. Pour expliquer le décalage entre la tolérance de la société et les élections, je pense qu'il faut aller chercher du côté de la saillance relative des enjeux. Et notamment le morcellement de l'espace public, les réseaux sociaux, le fait que tout le monde regarde des chaînes de télévision différentes. En fait, il n'y a plus de politisation générale d'un enjeu, chaque groupe a une forme de politisation différenciée et donc la saillance de chaque enjeu va être très différente d'un électorat à l'autre, ce qui crée des distorsions. Les résultats de l'élection

reflètent cela et pas seulement des positionnements qui sont des tendances lourdes sur le long terme.

Question 9 Nonna Mayer, CEE

La première question serait : où sont passées les femmes dans ton livre ? On a relativement peu parlé du genre aujourd'hui et pourtant, cela a été évoqué tout à l'heure, on sait que l'élément clé du succès de Marine Le Pen, depuis 2012, est qu'il n'existe plus de différence entre le vote des hommes et des femmes en sa faveur. Donc, il y a bien une droitisation par le bas du côté des femmes, en tout cas de certaines femmes.

Par ailleurs, si on croise le genre avec l'âge, dans les nouvelles générations, on observe un clivage croissant entre les jeunes hommes et les jeunes femmes, ces dernières étant beaucoup plus progressistes, même s'il ne se traduit pas nécessairement dans les urnes en France. Comment expliquer ce paradoxe ?

Enfin travaillant avec les mêmes données que toi, celles de la CNCDH, quand on cumule les vagues d'enquête, une fois qu'on contrôle par le diplôme, l'origine, la religion, le sentiment de déclin économique et le positionnement gauche-droite, l'effet cohorte sur la tolérance envers les minorités disparaît, les générations les plus récentes ne sont pas plus tolérantes que les anciennes. Je voudrais que tu m'expliques pourquoi.

Réponse de Vincent Tiberj

Stimson en fait a lié son indicateur du *public policy mood* avec les élections, il en parle, il l'a fait notamment dans son petit livre de 2004, celui qui m'a permis de le découvrir³. Mais il ne le fait pas élection par élection. Or ce qui m'intéresse c'est de montrer qu'effectivement, il n'y a pas une traduction électorale automatique des évolutions du *mood*. Typiquement, Reagan est réélu alors qu'il y a une remontée des demandes de

³ James A. Stimson, *Tides of Consent. How Public Opinion Shapes American Politics*, Cambridge University Press, 2004.

redistribution. Bush est réélu alors qu'il y a toujours une remontée des demandes de redistribution.

Enfin arrive Clinton. Il est élu dans le cadre d'une triangulaire avec Ross Perot, mais en 1992, il gagne contre Bush. Puis ça se casse la gueule. Et c'est là, c'est probablement à ce moment-là que j'ai commencé à me dire, il y a à la fois quelque chose qui me conforte sur le *mood* et qui me conforte sur le poids et quelque part, *l'agency*, la capacité d'agir des responsables politiques. C'est-à-dire qu'il y a eu effectivement cette défaite cuisante des démocrates en 1994 qui correspond là aussi à la baisse du *mood*. Mais dès l'année suivante, le *mood* remontait et atteignait un niveau de demande de redistribution en 2008 qui était équivalent à celui des années 1960. Et là, on peut se dire qu'il s'est joué quelque chose tenant à l'aveuglement des candidats démocrates à miser sur ces questions. Celui qui s'est mis à en parler, c'est Barack Obama qui a effectivement parié à la fois à fond sur le culturel et sur le socio-économique.

Et on retrouve la même chose en France. Pourquoi le PS n'est-il pas capable d'investir effectivement sur le socio-économique ? L'important, c'est de se rendre compte de ces évolutions. Elles sont toujours là. Il y a encore des demandes de redistribution. Mais les arguments qu'on entend ne sont plus des arguments *workfarist*.

Quelque part, on a un modèle de référence (*baseline*) à partir duquel on peut essayer de comprendre ce qui se joue dans les logiques de concurrence dans l'offre politique. Comme le disait Alain Lancelot, « l'élection est une question ». Si la question porte sur l'immigration et l'insécurité, typiquement ce qui s'est passé en 2002, les demandes de redistribution sont silencieuses, elles passent au second plan. En 2002, je m'étais amusé à regarder l'impact de l'insécurité sur le vote. A gauche, il n'y avait pas de demande sur l'insécurité. À droite, si. Cela a donné des votes de droite qui se sont portés vers l'extrême droite au premier tour, L'insécurité qui est réputée avoir fait gagner Jacques Chirac, en fait, aurait très bien pu le faire perdre, si à côté, on avait eu un candidat socialiste en adéquation avec les demandes de son électorat qui portaient sur la redistribution, la lutte contre les inégalités, etc. Suivre la traduction ou non de ces évolutions en valeur dans des programmes politiques est vraiment très intéressant.

Nonna, où sont les femmes ? Je l'ai dit à Anja (Durovic)⁴, « je te laisse, cette question-là. C'est à toi de travailler ce sujet ». C'est son travail. Je n'ai aucun problème pour la citer et l'encenser, je le fais régulièrement. Je maîtrise peu cette dimension du genre.

Il y a effectivement quelque chose qui se joue et qu'on retrouve dans le vote AfD contre le vote Die Linke, qu'on retrouve dans les intentions de vote au Royaume-Uni, aux États-Unis, etc. De toute façon, c'est essentiel.

On me reprochait d'avoir des blocs cohortaux qui ne prenaient pas en compte les classes sociales, les territoires. Donc, j'ai essayé de déconstruire mes blocs cohortaux. J'essaye, j'ajoute systématiquement des variables, mais vous voyez bien combien il est difficile d'ajouter, ajouter, ajouter.

Sur la question concernant Benoît Coquard. Le fait intéressant, c'est que les qualitatistes mettent en évidence des phénomènes et après, il faut qu'on travaille avec eux pour les quantifier. Avec Anja Durovic, Camille Peugny et Tom Chevalier, on est en train de préparer une enquête sur les jeunes dans laquelle on va avoir au moins 1 000 à 2 000 ruraux et Benoît est dans l'équipe. Nous avons plein de questions sur le nouveau sexisme, sur les femmes.

La question, excellente, sur les biais de nos sondages. On essaie de les rendre visibles. Mais même si on le fait, qu'a-t-on d'autre aujourd'hui si on veut effectivement mesurer pleinement ce que veulent les citoyens, sans passer par le prisme de mauvais instituts de sondage et de mauvaises questions ? Il y a de mauvaises questions électorales. Quand on y réfléchit, les élections de 2024, est-ce qu'on parlerait encore d'une France très à droite si on avait fait un référendum sur la réforme des retraites ? Vraisemblablement, là on aurait eu une majorité de gens défavorables à la réforme, et hop, on passait à autre chose. « L'élection est une question ». Et on voit bien que les questions posées par les élections sont presque aussi biaisées que les questions des sondages. Ce qui me pose vraiment un problème, c'est qu'on ne dispose pas de grand-chose d'autre.

⁴ Anja Durovic est autrice d'une thèse de doctorat « Le paradoxe du *gender gap* : citoyenneté, renouvellement générationnel et évolution des inégalités de genre dans la participation politique en Europe de l'Ouest (1981-2016), dirigée par Nonna Mayer et Vincent Tiberj, IEP de Paris, 2020.

Dominique Boullier nous parle de la sociologie des propagations⁵. Les traces que les gens laissent sur le net, c'est tout autant une construction. Il y aura également des biais. Ce que je trouve important, et c'est notamment pour cela que je continue à me battre, c'est qu'on soit dans cette logique de sondage en face-à-face, ou au minimum au téléphone, qui évite des professionnels de la réponse. C'est aussi ce que tente de faire Cluster 17. Finalement, ce n'est peut-être pas une mauvaise manière. Avec ces méthodes, on va chercher les gens. Alors que les panels internet qu'il y a aujourd'hui, chez des instituts comme Verian, Ipsos et même ELIPSS, le panel Internet pour la recherche (<https://www.elipss.fr/fr/>) regroupe des gens qu'on est allé chercher mais qu'on a capturés, qu'on garde tout en faisant comme s'ils étaient représentatifs de la population dans son ensemble. Là, il y a un vrai problème.

Relance de la chercheuse ayant posé la question

Comme tu montres les biais de l'élection, tu devrais montrer les biais de la réponse au sondage. Parce que si tu dis qu'il n'y a pas de droitisation chez les citoyens, c'est peut-être parce que ton échantillon est aussi un échantillon plus diplômé, etc. Ce n'est pas pour dire que c'est complètement illégitime mais que dans ton raisonnement, si tu ne montres pas que tes citoyens sont des citoyens qui sont un peu biaisés aussi, on se dit qu'il y a un biais des sondages que tu ne prends pas en compte. Tu le dis mais tu ne le montres pas.

Vincent Tiberj

J'essaye. Et puis quand même, dans le bloc des sondages mobilisés, il y a les enquêtes de participation électorale de l'INSEE (<https://www.insee.fr/fr/metadonnees/source/serie/s1255>). Là, quand tu regardes les différences entre les enquêtes de participation de l'INSEE et celles que produisent justement les sondages post-électorales, l'écart est impressionnant, c'est assez génial. Je serais ravi d'avoir les moyens de faire des enquêtes politiques à la manière de l'INSEE mais ils ne veulent pas. J'ai un véritable problème, aujourd'hui, comment fait-

⁵ Dominique Boullier, *Propagations. Un nouveau paradigme pour les sciences sociales*, Paris, Armand Colin (Collection U), 2023.

on du sondage représentatif ? Est-on capable de représenter ? Il y a désormais une utilisation stratégique des sondages, notamment de la part d'acteurs à la droite de la droite de la droite (le groupe Bolloré, le projet Périclès de Pierre-Édouard Stérin qui veut racheter un institut de sondage). De plus, aujourd'hui, faire un sondage, sur Internet, est peu onéreux. Donc, effectivement, vous pouvez les mobiliser très facilement à votre profit. La bonne nouvelle, c'est que la CGT le fait aussi, et donc cela donne des choses assez intéressantes !

Je n'ai pas répondu sur les médias et sur les trois explications. Je pense que les trois sont bonnes. En fait, pour montrer tout cela, je suis obligé d'utiliser non pas une enquête où j'aurais tous les indicateurs mais plusieurs séries différentes. Et tu ne peux pas statistiquement dire que c'est plus ceci que cela. C'est un problème. Mais les trois explications sont vraies et les trois convergent vers ce hiatus entre citoyens et électeurs, et, probablement, entre évolution des valeurs et évolution des votes.

Sur les médias, alors, c'est le chapitre 2 du livre. Mais, effectivement, ce n'est pas le meilleur, parce que je ne suis pas un spécialiste des médias. Et parce qu'à l'époque, il n'y avait pas ce site génial de l'INA (<https://data.ina.fr/>) qui permet, de travailler sur la mise à l'agenda et un petit peu sur les cadrages médiatiques. J'ai fait un joli graphe sur le wokisme, par exemple, montrant que le terme apparaît une année bien particulière et il n'y a que CNews qui en parle. On peut mettre en évidence, effectivement, qu'il se passe quelque chose en termes de mise à l'agenda et de cadrage et, vraisemblablement, en termes de contamination. Mais mon problème, ce n'est pas tant CNews. CNews, c'est environ 3,5% de part d'audience. Le JT de TF1, c'est plus de 20%. Donc ce ne sont pas des géants en termes d'audience. Ce qui est frappant en revanche, c'est qu'ils réussissent à infuser dans les autres rédactions. Cela pose la question de la circulation des idées, du mimétisme. Et aussi la question du champ intellectuel. Le travail de Frédérique Matonti, *Comment sommes-nous devenus réacs ?* (Paris, Fayard, 2021), a été une bonne manière de commencer. Maintenant, un des vrais enjeux va être d'objectiver ces circulations d'idées. Avec Alexandre Dézé nous codirigeons par exemple un doctorant, Matthias Levalet qui travaille sur la carrière de l'idée de République sur la droite du champ politique français. La manière dont on parle de la république à l'extrême droite, à droite, évolue dans le temps. Il s'agit d'objectiver ce travail impressionnant, idéologiquement parlant, de rebasculer des concepts de république, de laïcité, de féminisme et de comprendre

la manière dont, effectivement, on est arrivés à des acceptations qui cadrent bien avec l'idéologie, avec la *Weltanschauung* de l'extrême droite (les fémonationalismes par exemple).